



REVUE D'ACTUALITÉS TROISIÈME TRIMESTRE 2022 DROIT DES DONNÉES PERSONNELLES

Juillet - Septembre 2022

1. MONDE

MAROC. Le Maroc [interdit](#) l'hébergement des données sensibles dans des serveurs se trouvant à l'étranger.

INDONÉSIE. Adoption du [projet de loi](#) sur la protection des données personnelles renforçant la protection de la vie privée et les sanctions encourues.

ROYAUME-UNI. Le Royaume-Uni pourrait [s'éloigner](#) un peu plus du RGPD en cas d'adoption d'un projet de réforme prévoyant notamment de supprimer l'obligation de réaliser des Data Protection Impact Assessment. La décision d'adéquation ne devrait pas être remise en cause.

ROYAUME-UNI (BIS). Signature d'un [accord](#) avec les Etats-Unis permettant un échange réciproque des données de télécommunication à des fins d'enquête ou de poursuites.

ÉTATS-UNIS. La Federal Trade Commission travaille à l'adoption d'une [nouvelle loi fédérale](#) protégeant mieux la vie privée des consommateurs américains face aux multiples outils de surveillance commerciale.

CALIFORNIE. L'Union Européenne ouvre [un bureau](#) à San Francisco pour faire notamment avancer les discussions sur le prochain Privacy Shield.

2. TRANSFERTS INTERNATIONAUX

GOOGLE ANALYTICS. Après l'interdiction de Google Analytics par les autorités autrichiennes et françaises, c'est au tour de l'autorité [italienne](#) et [danoise](#) de s'en préoccuper, signe de l'existence d'une [position européenne commune](#) au sein du CEPD/EDPB.

SCHREMS II. Un [tribunal allemand](#) a jugé que la simple appartenance d'une société européenne à un groupe américain ne suffit pas à démontrer qu'il existe des

transferts de données entre ces deux entités ni que la filiale se conforme à des instructions de sa maison mère en contradiction avec le RGPD.

COMMISSION EUROPÉENNE. La Commission européenne est [poursuivie](#) devant la CJUE pour avoir hébergé le site web de la Conférence sur l'avenir de l'Europe auprès d'Amazon Web Services, entraînant des transferts de données personnelles vers les Etats-Unis.

3. SÉCURITÉ DES DONNÉES

FUITE DE DONNÉES. Les clients d'[Orange Cyberdéfense](#) ont été victimes d'une fuite de données personnelles. Les noms, prénoms, numéros de téléphone et adresses email de plus de 1500 personnes ont été frauduleusement mis en ligne.

CONTRÔLES. La CNIL va contrôler la sécurité de [Twitter](#) dans le cadre d'une procédure pouvant aboutir à une mise en demeure ou une sanction si des manquements relatifs à la sécurité des données des utilisateurs étaient constatés.

MISES EN DEMEURE. Dans le cadre de la thématique prioritaire sur la cybersécurité du web français, la CNIL

a contrôlé vingt-et-un organismes en 2021. Quinze ont été [mis en demeure](#) pour des défauts de chiffrement des données ou de gestion et de sécurisation de comptes d'utilisateurs.

NOTIFICATION. [Le Conseil d'Etat](#) juge que l'obligation de notification d'une fuite de données à la CNIL n'a pas lieu d'être si celle-ci a déjà été informée (en l'espèce, par la presse).

CYBERSÉCURITÉ « BY DESIGN ». [Le projet de Règlement européen](#) sur la cyberrésilience instaure une obligation de cybersécurité « by design » pour les fabricants d'objets connectés.

4. COOKIES

FACEBOOK. La CNIL lève l'injonction [prononcée à l'encontre de Facebook](#) qui a mis à disposition des internautes français un moyen permettant de refuser les cookies aussi facilement que celui existant pour les accepter.

AMAZON. Confirmation par le Conseil d'État de [l'amende](#) de 35 millions d'euros infligée à Amazon

en raison du dépôt automatique de cookies sans consentement ni information préalable du consommateur.

NOYB. [226 plaintes](#) ont été déposées auprès de 18 autorités de protection des données contre des bannières cookies ne permettant pas de refuser les cookies aussi facilement que de les accepter.

5. DIVERS

HEALTH DATA HUB. La migration du « Health data hub » vers un cloud souverain n'aura [pas lieu avant 2025](#) faute de solution technique disponible en remplacement de Microsoft.

CRITEO. Une amende de [60 millions d'euros](#) pèse sur Criteo pour diverses violations du RGPD.

VIDEOPROTECTION. Renforcement des obligations relatives aux [systèmes de vidéoprotection](#) suite au décret n°2022-1152 du 12 août 2022.

FAUX AVIS. Après avoir mis en place une solution technique permettant de détecter et bloquer les faux avis, Amazon [poursuit plus de 10 000 groupes Facebook](#) qui organisaient la publication de faux avis.

CLOUD. [L'autorité de contrôle](#) slovène estime que les fournisseurs de cloud ont une relation de responsables de traitement conjoints avec leurs clients, ces derniers ne pouvant assurer la conformité technique du traitement des données avec le RGPD.



Jean-Baptiste Belin



Chloé Niedergang



Émilie Mounic



Benoîte Chanfray



Alexandre Tessonneau